

Patricia MARCHAK, 2008, *No Easy Fix. Global Responses to Internal Wars and Crimes against Humanity*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 375 p.

Coralie Hindawi

Volume 41, numéro 2, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044635ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/044635ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hindawi, C. (2010). Compte rendu de [Patricia MARCHAK, 2008, *No Easy Fix. Global Responses to Internal Wars and Crimes against Humanity*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 375 p.] *Études internationales*, 41(2), 299–301. <https://doi.org/10.7202/044635ar>

à la revue plutôt sommaire des relations bilatérales avec la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Pologne.

La dernière partie du livre porte sur la politique russe dans les parties non occidentales du monde, à savoir au Proche-Orient, en Asie, en Amérique latine et en Afrique subsaharienne. Les chapitres se ressemblent et représentent des comptes rendus rapides et très factuels des actes diplomatiques. L'auteur accorde plus d'attention aux relations russo-japonaises et plus précisément au différend des Kouriles en prenant soin de dresser sa chronologie à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour arriver à une conclusion d'inspiration juridique que le temps et l'effectivité de la présence russe dans l'archipel confèrent à la Russie une autorité souveraine sur ce territoire contesté.

Yakemtchouk conclut que la paix froide entre la Russie et les États-Unis est « hautement regrettable », car le monde actuel n'a guère besoin de nouvelles divisions politiques. Les deux pays, selon l'auteur, devraient apaiser leurs heurts d'intérêts pour exercer pleinement leurs responsabilités en matière de sécurité internationale.

L'ouvrage de Yakemtchouk a l'avantage de rassembler et d'ordonner chronologiquement de vastes données empiriques. Cependant, il est hautement regrettable que l'auteur se limite à l'énumération plutôt superficielle des actes diplomatiques et des déclarations des preneurs de décisions, d'autant plus que son choix des données paraît assez aléatoire et que sa présentation n'est que très peu nuancée. Ainsi, en parlant des relations russo-géorgiennes, l'auteur n'avance aucun argument qui signale à quel point ces relations étaient tendues à

la veille de la guerre qui a éclaté en août 2008. De la même manière, en décrivant la politique russe en Amérique latine, il parle au même titre des relations de la Russie avec le Chili et le Venezuela, tandis que ces dernières représentent une véritable percée de Moscou dans la région et un défi important à la politique américaine. Il omet de souligner la complexité certaine des relations de la Russie avec ses rivaux et ses partenaires et ne s'interroge pas sur les bases de sa politique étrangère actuelle. Dans son ensemble, le livre reste purement descriptif et n'offre que très peu d'analyse. Sans introduction et doté d'une brève conclusion, où l'auteur appelle les États-Unis et la Russie à devenir des partenaires face au terrorisme « aveugle et brutal qui sème la mort des innocents », l'ouvrage serait probablement utile en tant que source d'information, surtout d'ordre diplomatique, à ceux qui s'intéressent à la politique étrangère russe, mais laisserait sur sa faim un lecteur qui cherche une véritable analyse.

Ekaterina PISKUNOVA

*Département de science politique  
Université de Montréal*

#### *ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ*

#### **No Easy Fix. Global Responses to Internal Wars and Crimes against Humanity**

*Patricia MARCHAK, 2008, Montréal/  
Kingston, McGill-Queen's University  
Press, 375 p.*

*No Easy Fix* est un ouvrage à la fois ambitieux et modeste. Ambitieux car il s'attelle à l'une des questions les plus délicates en politique internationale, celle de l'intervention de la

communauté internationale – ou plus précisément d’organisations ou d’États tiers – dans des conflits internes, particulièrement en réponse aux formes de crimes les plus graves, tels que les génocides ou les crimes contre l’humanité. Cette question, à la croisée des relations internationales, de l’histoire, du droit international, de la criminologie et de la sociologie, en soulève tellement d’autres qu’il semble difficile d’y apporter une réponse globale satisfaisante. Mais l’ambition de Patricia Marchak est en même temps modeste, puisqu’elle ne prétend ni tout expliquer, ni proposer de solutions miracles. Elle partage une réflexion, basée sur ses recherches, documentaires et de terrain, et sur l’étude détaillée de trois cas qui ont tous connus des conflits internes, des formes particulièrement graves de crimes commis contre une partie de la population et des formes diverses d’interventions internationales. Elle s’interroge – et amène le lecteur à en faire autant – sur l’impact de ces interventions et les conditions dans lesquelles elles pourraient véritablement éviter des massacres ou aider des sociétés brisées à se reconstruire.

Le livre est divisé en trois parties. Dans la première, l’auteure présente les problématiques de son étude : des États tiers devraient-ils intervenir dans des conflits intérieurs à d’autres États ou en réaction à des crimes particulièrement graves ? Après les combats, quelles conditions vont influencer sur la manière dont une société brisée se penchera sur son passé ? Quelles sont les méthodes existantes et utilisées pour juger les crimes commis, promouvoir la paix et la réconciliation et reconstruire un avenir commun ? Dans cette introduction, P. Marchak distingue entre différents cas de conflits internes et justifie le choix

qu’elle a fait de s’intéresser particulièrement aux cas du Cambodge, du Rwanda et de la Yougoslavie. Elle rappelle également le cadre plus ou moins clair existant pour les interventions d’États tiers ou d’organisations internationales dans des conflits de ce type, notamment l’évolution du concept de « responsabilité de protéger » et les différents instruments qui existent aux niveaux intérieur et international pour assurer l’application de la justice après la fin des conflits (tribunaux internationaux, principe de juridiction universelle, Cour pénale internationale, tribunaux nationaux, commissions vérité, etc.).

Le cœur de l’ouvrage est consacré à l’étude détaillée des trois cas choisis. Cette étude est basée sur des recherches documentaires, des séjours et des entretiens sur le terrain. Marchak prend le temps de revenir sur le passé, de traiter du contexte historique et international des conflits internes au Cambodge, au Rwanda et en Yougoslavie, de s’interroger sur l’état de ces sociétés des années après les conflits très violents qui les ont secoués et sur l’impact des interventions internationales pendant et après les conflits. Au fil de ces développements détaillés, le lecteur pourra avoir l’impression que l’auteure perd un peu le fil de son sujet, mais c’est justement là que se situe l’essentiel de son argumentation : les interventions d’organisations ou d’États tiers ne posent pas simplement des questions juridiques et politiques délicates, elles sont de plus vouées à l’échec et risquent même d’aggraver les conflits si elles ne sont pas basées sur une compréhension profonde des particularités des situations en jeu. Une volonté d’intervention positive dans des conflits internes ne peut faire l’impasse sur une analyse approfondie des sociétés

concernées et du bilan des interventions d'acteurs externes dans le passé.

C'est en s'appuyant sur cette étude détaillée que Marchak propose, dans la troisième partie de son ouvrage, des réponses aux questions posées dans les chapitres introductifs : il n'existe actuellement pas de cadre institutionnel approprié pour des interventions désintéressées d'États tiers destinées à protéger des populations en danger dans des conflits internes. Dans certains cas, les interventions externes passées sont l'une des causes d'un conflit interne, et elles peuvent également conduire à entretenir un conflit. Considérant les difficultés de toute intervention et le fait qu'il n'y a pas de solution unique applicable à toutes les situations, l'une des propositions de Patricia Marchak est la création d'un « Global Intervention Institute », qui serait créé d'une manière similaire à la Cour pénale internationale et qui ignorerait le principe de souveraineté étatique de la même manière que la CPI. Cet institut prendrait ses décisions en tenant compte des études scientifiques de chercheurs et d'universitaires spécialistes des pays en crise concernés et serait de ce fait capable de proposer les solutions les plus adaptées à des situations particulières.

Bien sûr, repensant entre autres à ces « experts » peuplant tant de *think tanks* qui ont milité ardemment en faveur de l'invasion de l'Irak en son temps, on peut se demander si le recours à des chercheurs ou à des universitaires est nécessairement une garantie contre la politisation d'interventions dans des conflits internes. L'interprétation de certains des conflits par Marchak pourrait certainement faire l'objet de critiques. Cependant, le mérite majeur de son ouvrage est justement d'oser aborder

un sujet aussi complexe, avec finesse, et d'amener le lecteur à réfléchir tout à la fois à ce qui pousse parfois des individus « normaux » à commettre les pires crimes, au vieux dilemme de savoir s'il faut privilégier justice ou paix et, bien sûr, à la question ardue de la capacité d'acteurs externes à intervenir pour empêcher des massacres ou aider des sociétés meurtries à se reconstruire.

Coralie HINDAWI

*Department of Political Studies  
and Public Administration  
American University of Beirut, Liban*

**The Resolution of African Conflicts.  
The Management of Conflict  
Resolution and Post-Conflict  
Reconstruction (South Africa,  
Namibia, Mozambique, Somalia,  
Sudan, Kenya, Uganda, Mauritius)**

*Alfred Nhema et Paul Tiyambe Zeleza  
(dir.), 2008, Athens, OH,  
University Press, 207 p.*

Publication finale d'un programme de recherche de l'Organization for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (OSSREA) sur les conflits africains, l'ouvrage *The Resolution of African Conflicts* est tiré des contributions présentées lors d'une conférence internationale organisée en Éthiopie à la fin de 2004. Il s'accompagne d'un volume jumeau, *The Roots of African Conflicts. The Causes & Costs*, non recensé dans cette note.

Son originalité réside avant tout dans le fait qu'à une seule exception près chacune des onze interventions qui composent l'ouvrage a été rédigée, totalement ou majoritairement, par des auteurs africains, ce qui apporte une perspective intéressante car inhabituelle dans le domaine des études de conflit.